Avant et après la Révolution mexicaine

La politique des présidents à travers leurs discours

Elsa Carrillo-Blouin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/822>

DOI : 10.4000/histoiremesure.822

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2003

Pagination : 225-262

ISBN : 2-222-96740-6

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Elsa Carrillo-Blouin, « Avant et après la Révolution mexicaine », *Histoire & mesure* [En ligne], XVIII - 3/4 | 2003, mis en ligne le 15 avril 2007, consulté le 21 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/822> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.822>

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2022.

© Éditions de l'EHESS

Avant et après la Révolution mexicaine

La politique des présidents à travers leurs discours

Elsa Carrillo-Blouin

- 1 Statistique textuelle et sémiologie sont des concepts à première vue contradictoires tant ils renvoient à des univers conceptuels divergents : rigueur et souplesse, rigidité et flou. Pourtant, diverses études sémiologiques, développées en France depuis plusieurs années ont donné la preuve de leur utile complémentarité pour interpréter un texte, un discours, voire une image, ainsi que leur impact dans la société¹.
- 2 C'est avec cette idée que nous avons testé les possibilités offertes par les méthodes quantitatives² pour des analyses de type sémiologique dans divers travaux concernant l'histoire politique du Mexique³. Nous présentons ici une partie des résultats obtenus à partir du corpus des discours présidentiels au Congrès de 1877 à 1976⁴, afin de donner un éventail des ressources des logiciels du Lexicloud – qui ont certainement évolué depuis –, et de montrer comment ils peuvent être exploités du point de vue historiographique.
 1. Pertinence historiographique et méthodologique du corpusLes discours et le contexte politique
- 3 Au Mexique, comme aux États-Unis ainsi que dans d'autres pays d'Amérique Latine, le président de la nation est tenu d'informer annuellement la Chambre des Députés et celle des Sénateurs réunies en Congrès, sur le développement de son exercice gouvernemental : le bilan de l'année précédente ainsi que les projets de réalisation pour l'année à venir. Bien que ces bilans-rapports portent sur les activités des divers ministères et secrétariats de chaque mandat présidentiel, leur étude sémiologique permet de cerner la manière dont un président, un gouvernement, voire toute une époque ou une génération, ont conçu le politique, dont la gestion gouvernementale a été exercée « au quotidien ». C'est cette « quotidienneté » ou « routine » qui permet d'avoir une assez grande homogénéité énonciative nécessaire à toute étude, ne disons pas seulement lexicale, mais simplement comparative. Cette homogénéité était

d'autant plus nécessaire que le corpus couvre les interventions de dix-neuf présidents sur un siècle.

- 4 Il s'agit plus exactement des premiers et derniers discours de chaque mandat présidentiel, ceux qui correspondent à deux moments décisifs : la première année, expérimentale, où le président a besoin d'un appui décisif afin de consolider son gouvernement et d'établir les prémisses de sa gouvernance ; et la dernière, temps de recul, de justification de ce qui a été fait, pas fait ou à moitié fait. Sauf annonce d'importance inattendue au milieu du mandat⁵, ces deux discours sont les temps forts des périodes présidentielles, en dehors des discours d'investiture dont l'habillage électoral tend à voiler les intentions du régime.
- 5 La pertinence méthodologique de cette recherche a été, par ailleurs, développée avec minutie⁶, mais il est nécessaire de rappeler que nous avons relevé avec un corpus de 700 000 occurrences, composé de 46 discours qui vont de 1877 à 1976 : le premier et le dernier de chaque mandat présidentiel, sauf pour les présidents intérimaires, dont nous n'avons retenu qu'un seul discours étant donné le caractère atypique de leur situation. Ce corpus couvre ainsi vingt mandats qui sont arrivés à leur terme, cinq discours de présidents intérimaires, ainsi que le dernier discours de Díaz correspondant à son huitième mandat tronqué par le mouvement révolutionnaire de 1910 (Tableau 1).

Tableau 1. *Chronologie des discours présidentiels*

Événement	Année discours *	Président
1876 : Révolution de Tuxtepec	1877-1880	Porfirio Díaz
	1881-1884	Manuel Gonzalez
	1885-1888	Porfirio Díaz
	1889-1892	-
	1893-1896	-
	1897-1900	-
	1901-1904	-
	1905-1910	-
Révolution	1910	
	1911	Dernier discours de P.D. (Part en exil en France)
	1911	Francisco de la Barra (intérim)
1 ^{er} Gouv. Révolutionnaire Démocratique	1912-1912	Francisco I. Madero (meurt assassiné)
Coup d'État	1913-1914	Victoriano Huerta
Danger de Guerre Civile	1914	(renversé)
	1915	
Gouvernement Constitutionnel	1917-1919	Venustiano Carranza (meurt assassiné)
	1920	Adolfo de la Huerta (intérim)
Ère Sonorienne	1921-1924	Alvaro Obregón (meurt assassiné en 1928)
	1925-1928	Plutarco Elías Calles
Maximato	1929	Emilio Portes Gil (intérim)
	1931	Pascual Ortiz Rubio (intérim)
	1933	Abelardo L. Rodríguez (intérim)
	1935-1940	Lázaro Cárdenas
Stabilisation de la Révolution	1941-1946	M. Avila Camacho
	1947-1952	Miguel Alemán
	1953-1958	Adolfo Ruiz Cortínez
	1959-1964	Adolfo López Mateos
	1965-1970	Gustavo Díaz Ordaz
Mouvement de 1968	1971-1976	Luis Echeverría A.
	1977-1982	José López Portillo
	1983-1988	Miguel de la Madrid H.
	1989-1994	Carlos Salinas de Gortari
Économie libérale, allant à l'encontre des tendances politiques des années 1917-40	1995-2000	Ernesto Zedillo
	2001-2006	Vicente Fox
Élections remportées par le Parti d'Action Nationale		

* Ces dates sont celles du premier et du dernier discours de chaque mandat ; la prise du pouvoir intervient donc un an auparavant.

- 6 Le choix du corpus a une véritable justification historique dans la mesure où il est possible de lui appliquer des traitements statistiques de manière globale, ou bien en le décomposant en deux sous-ensembles autonomes. En effet, la période qui s'étend de 1877 à 1976 recouvre deux phases bien distinctes dans l'histoire politique du Mexique : d'une part, la période qui va de 1877 à 1911 et qui coïncide avec huit mandats consécutifs du régime dictatorial de Porfirio Díaz, ainsi qu'avec celui de Manuel

González de 1881 à 1884, juste après le premier mandat de Díaz ; et, d'autre part, le régime issu de la révolution sociale et politique mexicaine – 1910-1920 – qui a renversé le régime trentenaire de Díaz, et qui a été connu par la suite comme le régime du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI). Celui-ci est au pouvoir de 1911 jusqu'aux élections de juillet 2000, lorsque le Parti d'Action Nationale (PAN) l'emporte et s'installe à la tête du pays pour la période 2000-2006⁷. Notre étude s'arrête en 1976, lorsqu'un tournant politique semble s'amorcer – et s'imposer –, après la crise politique de 1968 qui, par la suite, s'est avérée avoir une portée mondiale –, sans que personne ne sache, toutefois, quelle direction le régime priiste allait ou devait prendre pour assurer sa survie. Par la suite, la globalisation économique, plus qu'une réelle incapacité à se transformer – la capacité de se transformer étant apparue à maintes reprises – devait avoir raison du PRI⁸.

- 7 C'est précisément parce que ce corpus – appelé DIAZ-PRI, pour l'application de l'analyse factorielle⁹ –, contenait des discours placés dans un contexte énonciatif identique mais appartenant à deux époques séparées par un mouvement révolutionnaire, qu'il a été traité sous deux angles différents : intégralement ou scindé en deux sous-ensembles distincts (appelés DIAZ et PRI) pour tout ce qui concerne l'analyse fine de chaque mandat présidentiel, en particulier les fréquences absolues et les spécificités de chaque discours.
 - 8 D'un point de vue strictement méthodologique, il est nécessaire de souligner que dans un tel contexte et avec un corpus doté de caractéristiques bien définies (tels que taille, multiplicité des émetteurs, etc.), cette sorte d'« arrêt sur image » que constituent les méthodes lexicométriques est plus efficace que la simple lecture linéaire de l'ensemble des textes. Il s'agit, en effet, d'émetteurs multiples qui s'expriment à des époques différentes et, par conséquent, ont des approches souvent différentes pour les mêmes questions liées à leur mode de gouvernance ; ou qui, au contraire, laissent apparaître dans leurs discours de nouveaux problèmes, davantage dans l'air du temps qu'issus de leurs options personnelles.
 - 9 De plus, ce « refroidissement » du discours, cette première étape de (fausse) « décontextualisation » des termes, permet d'attirer l'attention sur des mots, des manières de dire ou de s'exprimer à propos de certains sujets, par le biais d'une fréquence trop élevée ou d'un recul de rang, vérifiés ensuite par le poids de la spécificité du terme ou de l'expression. Inversement, la sous-représentation d'un terme considéré comme récurrent, peut conduire à relativiser l'appartenance du thème politique ou, tout au contraire, donner des pistes pour une recherche plus poussée, afin de savoir pourquoi et comment le discours est resté évasif sur un point largement discuté par la société à ce moment précis. Ou, encore, découvrir qu'une position jugée alors importante ne l'est pas restée avec le temps, dans les écrits postérieurs. Les perspectives autant que les conjonctures attestées sont multiples et cela grâce à la systématisation terminologique permise par les programmes lexicologiques.
- L'élaboration d'un tableau récapitulatif
des résultats lexicométriques
- 10 Le tableau 2 (en Annexe) permet d'exploiter les résultats obtenus grâce aux programmes de lexicométrie. Dans ce tableau, ont été rassemblées les données qui indiquent les principales évolutions entre la période pré-révolutionnaire et celle qui suit la révolution, ainsi que les nuances à apporter par chaque mandat présidentiel¹⁰.

- 11 Il a été construit à partir des fréquences absolues de chaque ensemble pris séparément (colonne 3) : d'abord DIAZ, avec 17 discours de 1877 jusqu'à 1911 et, ensuite, PRI, avec 29 discours de 1911 (Francisco de la Barra, qui assure l'intérim), jusqu'à 1976 (le dernier de Luis Echeverría Álvarez)¹¹. Ces fréquences absolues ne concernent que les mots-clés forts ou significatifs¹².
- 12 Il faudrait ajouter ici que les termes présentés dans ces listes à partir des fréquences absolues de chaque corpus ont été débarrassés de toute ambiguïté lorsque cela s'est avéré nécessaire : par exemple le mot *estado* qui, en espagnol, prête à confusion entre le participe passé du verbe être (*he estado*) et le terme politique « État », et qui dans les discours apparaît écrit aussi avec un « e » minuscule¹³. En revanche, nous avons préféré travailler avec les mots « bruts », c'est-à-dire sans procéder à une lemmatisation des termes, comme cela peut être effectué avec les mots *nuestra* et *nuestro* qui apparaissent respectivement en neuvième et dixième place, sur la partie PRI du Tableau 2 (pour ce qui concerne la lemmatisation, sur les Graphiques 1 et 2)¹⁴.

Graphique 1. *Mexico et ses dérivés, 1877-1911*

Graphique 2. *Mexico et ses dérivés, 1911-1976*

- 13 C'est à partir de cette fréquence absolue des mots-forts qui apparaissent dans la colonne 2 (TERME), que nous avons donné le RANG du Terme (colonne 1) par ordre décroissant, et ceci pour chacun des deux sous-ensembles. L'information qui apparaît parfois sous les termes indique leur changement de rang d'une période à l'autre (tant de DIAZ à PRI, que de PRI à DIAZ), ce qui, pour certains d'entre eux, peut être assez significatif. Ainsi, par exemple, le mot *Ejecutivo* passe du rang 1 chez DIAZ à la quatrième place dans l'ensemble PRI, ce qui se traduit par une mention (- 4) dans la liste. Cette mention correspond au nombre de places que le mot « a perdu »¹⁵. Ces déplacements donnent un aperçu de l'évolution des mentalités politiques.
- 14 Dans la colonne 4 sont listées – toujours pour chacun des ensembles pris séparément – les années où les discours renferment les plus hautes fréquences d'un terme quelconque à l'intérieur de sa propre période. En les associant à cette fréquence record, avec l'information précédemment obtenue (rangs par période) comme toile de fond, le contexte politique qui entoure la plus ou moins forte énonciation de ce terme à un moment donné se trouve ainsi défini.
- 15 Finalement, dans la colonne 5, se trouvent énoncées les années où un terme s'est avéré *spécifique*, c'est-à-dire où il est apparu d'une manière « anormalement » récurrente. Cette « anomalie » appelle obligatoirement une analyse plus fine, par le biais de sa contextualisation tant lexicale (*cf.* note 10) qu'historique. Statistiquement parlant, les spécificités apportent les nuances indispensables lorsqu'on analyse de gros corpus, formés par plusieurs sous-corpus.
- 16 En effet, l'analyse factorielle – construite à partir des spécificités – donne la mesure des possibles rapprochements ou éloignements lexicaux d'une période à une autre, ou entre les divers discours d'une même période. Au niveau de l'interprétation, cela se traduit par des rapprochements ou des éloignements de tendances politiques entre les présidents, en dépit de leur appartenance au même parti¹⁶. Mais les mesures des spécificités donnent une vue détaillée de chaque discours, de son originalité dans une période déterminée¹⁷.

- 17 En colonne 5, figurent donc les années pour lesquelles le terme apparaît récurrent d'une manière « anormale ». Ce sont les spécificités positives, accompagnées par leur exponentiel de spécificité (EXP, exemple : 1,8 -07). Cependant, le programme SPEC2 révèle aussi « le déficit » statistique d'un terme. Comme les spécificités positives, il se calcule par rapport à la taille du discours et au nombre théorique de fréquences attendues, mais aussi par rapport au même indicateur pour chacun des autres discours de l'ensemble du corpus traité. Dans ce cas, ce sont les spécificités négatives, et les années où le terme est « déficitaire » qui sont inscrites dans le tableau, après la liste des années à spécificités positives et sous le signe « - : »¹⁸.

2. Analyse du tableau récapitulatif des résultats lexicométriques

- 18 Sur les listes qui composent le Tableau 2 (en Annexe), sont énoncés les 60 premiers « mots-forts » qui apparaissent dans les deux corpus, DIAZ et PRI, pris séparément¹⁹, ainsi que les discours dans lesquels ces mots ont été le plus fréquemment prononcés, et finalement, les années pour lesquelles ces mots présentent une plus forte spécificité positive ou négative.
- 19 Dans l'ensemble, les mêmes mots figurent dans les deux corpus. Cela répond à un principe linguistique, généralement vérifiable, qui veut que tout discours se construise à partir d'un axe partiel où le nombre de formes différentes ne représente, à peu près, que le tiers du discours total, surtout lorsqu'ils tournent autour de la même thématique générale. Dans les deux corpus, cet axe est formé, essentiellement, par les mots qui sont présentés ici, ainsi que par les mots-outils qui ne se trouvent pas dans ces listes²⁰.
- 20 Les différences de rang pour chacun de ces mots sont dues, en partie, à la différence même de la taille des deux corpus. Ainsi des mots comme *puerto* ou *Escuela* qui arrivent en 35^e et 36^e position chez DIAZ avec 61 et 59 occurrences respectivement, n'ont dans le corpus PRI que 88 et 266 occurrences. Il est certain que par le nombre d'occurrences, ces mots sont plus importants au XX^e siècle qu'au XIX^e siècle. Cependant, les seuils fixés pour les 60 premiers termes sont de 46 pour le corpus DIAZ et de 345 pour le corpus PRI, de sorte que les 88 et les 266 occurrences des mots *puerto* et *Escuela* – importantes chez DIAZ –, se positionnent loin derrière le seuil de 345 occurrences fixé pour le corpus PRI. Ce qui importe, c'est la place à laquelle arrive un mot par rapport au même mot dans l'autre corpus. Analysons donc la première partie de cette liste, la deuxième partie étant celle qui correspond aux discours qui présentent les plus hautes fréquences de ces mots, ou dans lesquels ils sont spécifiques.
- 21 Le premier changement qui s'opère entre les deux corpus est celui qui concerne les mots *Ejecutivo* – premier rang dans DIAZ, quatrième dans PRI –, et *Gobierno* – deuxième dans DIAZ, premier dans PRI –. Cette inversion est significative du passage d'un gouvernement reposant sur une seule personne – Porfirio Díaz –, à un gouvernement où il l'est par un ensemble de personnes et où l'acte gouvernemental paraît devenir une affaire d'équipe, l'équipe gouvernementale²¹.
- 22 Par le nombre de fréquences, le mot « *Ejecutivo* » est plus important dans les discours de 1880, 1884 (M. González) et dans celui de 1893, année où Porfirio Díaz accueille dans son gouvernement un groupe de jeunes technocrates, très influencés par le positivisme français et qui, plus tard, au moment de la révolution, seront appelés *científicos*. Ce groupe était avide de réformes politiques et sociales et pensait pouvoir les entreprendre de l'intérieur du régime. Dans ce contexte, la récurrence du terme

Ejecutivo en 1893 – d'emblée caractéristique du porfiriato – était une manière de rappeler à ces jeunes que rien ne pourrait se faire sans l'accord du Chef de l'Exécutif, de qui partaient toutes les décisions et vers qui toutes les initiatives devaient converger. Quant à Manuel González – comme plus tard P. Ortiz Rubio –, la récurrence voire la spécificité du terme dans son discours, répond au désir de se valoriser face à Porfirio Díaz en train de devenir un *caudillo* national depuis la révolution de Tuxtepec. Par ailleurs, il est intéressant de noter la spécificité du mot *Ejecutivo* dans le premier discours présidentiel de Díaz en 1877, après l'épisode de Tuxtepec. En revanche, les années 1900, 1901, 1904 et 1910, qui correspondent aux dix dernières années de son long régime, présentent un « déficit » de ce mot. Or, elles coïncident avec la montée en puissance des critiques à l'égard de son pouvoir.

- 23 Pour le ^{xx}e siècle, le terme occupe encore le quatrième rang, après toutefois le mot « Gouvernement ». Il apparaît de manière récurrente dans les discours de 1919, 1925, 1928 et 1931²², trois de ces années étant également marquées par les spécificités : 1919, 1925 et 1931. Le discours de 1919 est le dernier de Venustiano Carranza, chef de la révolution qui souhaite avant tout arrêter la mobilisation révolutionnaire et donner aux revendications un cadre strictement constitutionnel. Cependant, la situation est difficile à maîtriser et d'autres factions fortes, provenant d'autres régions du nord, lui disputent le pouvoir. En outre, Carranza s'oppose au gouvernement nord-américain sur l'exploitation pétrolière ainsi que sur la propriété de vastes zones agricoles qui se trouvaient, entre autres, à la frontière nord du Mexique. Il meurt assassiné sept mois après ce discours²³.
- 24 Quant aux hautes fréquences du mot « Exécutif » et leur spécificité dans les discours de 1925 et de 1931 (Plutarco E. Calles et Pascual Ortiz Rubio, cf. Tableau 1), elles décrivent une situation qui n'est pas sans rappeler celle de Manuel Gonzalez pour le ^{xix}e siècle. En effet, ces deux présidents doivent imposer leur autorité face aux *caudillos* et aux chefs révolutionnaires qui les précédaient et qui tentaient de prolonger leur pouvoir. Le premier, Calles, doit lutter contre Alvaro Obregón – tous deux sont originaires de l'État du Sonora –, qui mourra assassiné en 1928, lors de l'annonce de sa candidature pour un second mandat présidentiel²⁴. Pour sa part, Ortiz Rubio doit faire face à son tour, en 1931, à Plutarco E. Calles qui tentait de rester au pouvoir par personnes interposées : Portes Gil, Ortiz Rubio et Rodríguez. Ortiz Rubio essaie, en effet, de contrer l'influence de Calles en s'appuyant sur un groupe parlementaire qu'il est parvenu à constituer au sein de la Chambre des Députés, avant d'être écarté définitivement du pouvoir par son adversaire²⁵.
- 25 De la même veine, sont les discours de 1913 et 1914 (V. Huerta 1 et 2²⁶, ce président étant arrivé au pouvoir par un coup d'État après la révolution), de 1920 (Adolfo de la Huerta, de l'équipe sonorienne), et d'une manière moins évidente de 1921 (le premier message d'Obregón) et les deux discours de Francisco I. Madero en 1912. Tous tentent d'établir et de consolider leur pouvoir dans une période de forte turbulence politique.
- 26 De la même manière qu'au ^{xix}e siècle, le mot *Ejecutivo* perd de sa force pendant la deuxième moitié du ^{xx}e siècle. Ainsi, il y a un véritable déficit dans les deux discours de Gustavo Díaz Ordaz (1965 et 1970) et dans le deuxième message de Luis Echeverría. Veut-on se décharger de toute responsabilité dans la crise politique que traverse le pays après le massacre des étudiants en octobre 1968²⁷ ? Est-ce une manière de donner une réponse à cette crise ? Plus que d'une « déresponsabilisation », nous pensons qu'il s'agit d'une manière de ne plus désigner nommément les responsables de la situation

ainsi créée. Ceci prend toute sa signification lorsqu'on songe au système du présidentielisme mexicain, maintes fois décrit et analysé par divers auteurs mexicains et étrangers. D'autres discours présentent un déficit du mot « Exécutif », ceux de 1946 (Camacho 2), 1947-1952 (Alemán 1 et 2), 1953-1958 (Ruíz Cortínez 1 et 2) et 1971 (Echeverría 1)... Une constante est que le déficit de ce mot se trouve la plupart du temps dans les deuxièmes et derniers discours de chaque mandat présidentiel qui, par ailleurs, coïncident avec une recrudescence dans l'utilisation des chiffres, le bilan général du mandat s'avérant fréquemment en de ça de ce qui avait été promis lors du discours d'investiture²⁸.

- 27 Quoi qu'il en soit, il est sûr que pendant les deux périodes, on a sciemment voulu établir dès le départ un régime avec un Exécutif fort et pour lequel on a toujours trouvé des arguments de poids²⁹. Cependant, il paraît aujourd'hui évident que plus ce régime s'est « perfectionné », plus il a créé de mécontents et plus il a voulu jongler avec cette réalité en s'effaçant – entre autres – derrière le mot « Gouvernement ». Jongler pour cacher une réalité ou jongler parce que la réalité elle-même change ? Disons simplement que ce terme a l'avantage d'être plus abstrait que celui d'« Exécutif ». Dans de telles circonstances, lorsqu'on cherche les « responsables » d'un bilan, ceux-ci peuvent se trouver plus aisément lorsque le pouvoir repose sur toute une équipe gouvernementale, car la mise à l'écart d'un ministre est moins délicate que celle du pivot du régime, qu'il soit roi ou président.
- 28 Ce dernier phénomène s'observe bien dans l'ensemble du XIX^e siècle, où le mot « Gouvernement » apparaît comme spécifique du tout dernier discours de Porfirio Díaz en 1911. Alors que le terme « Exécutif » avait commencé à s'effacer dès le début du siècle (1900), le mot « Gouvernement » n'apparaît de manière spécifique qu'une fois le mouvement révolutionnaire déclenché.
- 29 Pour la période PRI, si l'évolution est identique pour le terme « Exécutif », elle ne l'est pas pour « Gouvernement », qui se révèle spécifique de discours espacés dans le temps : en 1917-1919 (Carranza), il s'agit de la formation du nouveau gouvernement et de sa légitimité après une confrontation fratricide, en 1914 (Huerta 2), 1940 (Cárdenas 2) et 1953 (Ruiz Cortínez 1). En revanche, il est déficitaire en 1924 (Obregón 2), 1928 (Calles 2) 1931 (Ortiz Rubio), 1947 (Alemán 1), 1970 (Ordaz 2), 1971 et 1976 (Echeverría), c'est-à-dire généralement à la fin des mandats.
- 30 À cette époque ce sont les mots « pays » et *México* qui prennent le dessus. Le mot *México* (Mexique), reste à la troisième place dans les deux corpus. En revanche, *país* glisse de sept places du XIX^e au XX^e siècle. Dans les deux cas, *país* est un synonyme de *México*. Au XIX^e siècle, sur les 129 fois où il apparaît, il fait seulement quatorze fois référence à un autre pays que le Mexique, la plupart du temps les États-Unis. Et pourtant, depuis 1893, le gouvernement porfiriste avait tissé des rapports privilégiés avec la France au travers de son ministre des Finances, José Yves Limantour, fils d'un homme d'affaires français établi au Mexique depuis les années 1830.
- 31 Au XX^e siècle, le résultat est identique : sur 1 546 occurrences, *país* est utilisé moins de 50 fois pour nommer un autre pays. Il s'agit, entre autres, du deuxième discours de Calles (1928), lorsque ce président arrive à un accord avec les États-Unis, mettant ainsi un terme au bras de fer qui s'était engagé depuis l'époque de Carranza³⁰ ; et, d'autre part, des deux discours de Luis Echeverría Álvarez (1971-1976) – à la fin de notre période d'étude –, lorsque les relations internationales du Mexique tendent

théoriquement à se diversifier, spécialement en direction de la France et des pays alors appelés non-alignés³¹.

- 32 Le terme « République » reste également lexicalement ambigu car, plutôt que pour définir concrètement un régime, un type de gouvernement, il s'utilise quasiment comme synonyme de « pays », soit le Mexique, soit un autre pays. Donnons un seul exemple où le mot « République » a un sens politique, en nous rapportant aux deux discours d'Avila Camacho. Ils illustrent bien, même si ce terme n'y est pas spécifique, l'ambiguïté de l'usage de ce terme en même temps que son utilisation quelque peu formelle. Dans son discours de 1941, Manuel Avila Camacho fait référence aux États-Unis et au Mexique au moyen de la phrase « les deux Républiques », tandis qu'en 1946, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis sont appelés de manière récurrente « ce pays » ou « ledit pays ». D'une certaine manière, cette appellation « minore » le statut privilégié de République qui lui avait été donné au début du conflit mondial :

« Dans le cadre de l'activité interaméricaine, c'est un plaisir pour moi de souligner le resserrement des heureux rapports qui lient notre peuple avec celui des États-Unis. La politique de bon voisinage préconisée par le président Roosevelt a toujours trouvé un écho certain, ferme et cordial parmi nous. Les négociations qui, par voie diplomatique, se sont effectuées afin d'arriver à un arrangement général, juste et équitable concernant les diverses questions en suspens entre les deux pays, se trouvent sur le point d'atteindre un résultat pleinement satisfaisant [...] la bonne disposition des deux gouvernements a permis que nous soyons maintenant habilités pour annoncer la prochaine résolution de problèmes qui, pendant des années, avaient constitué de sérieux motifs de divergence entre les *deux Républiques* [...] L'un des problèmes qui requiert la plus vigilante attention c'est de protéger notre commerce [...] Il s'agit (de) définir les règles pour l'exportation de nos produits, afin que le Mexique ne devienne pas le fournisseur de certains articles que quelques puissances extracontinentales sont en train d'utiliser pour une œuvre de haine et de destruction. Ce besoin, politique et moral, exigeait la prévision d'un marché de vente qui n'implique pas le moindre affaiblissement de la cause du continent... »³².

- 33 En un mot, il s'agissait d'établir un contrôle sévère des exportations mexicaines et du commerce mexicain avec les autres nations. Nous sommes en septembre 1941, quelques mois avant l'entrée officielle des États-Unis dans le deuxième conflit mondial. Cependant, les préparatifs pour la guerre avaient déjà commencé ; des consignes tant commerciales que politiques et militaires³³ avaient été données au niveau du continent. Par voie de conséquence, des problèmes qui se subsistaient depuis une cinquantaine d'années entre le Mexique et les États-Unis, entre autres au sujet du pétrole – nationalisé en 1938, deux ans avant ce discours –, semblaient dorénavant réglés ou en voie de l'être³⁴. Comme nous pouvons le voir, une « cause » continentale semblait déjà instituée, le Mexique se plaçant à l'avant-garde des pays latino-américains vis-à-vis des États-Unis, comme le fer de lance de la lutte pour la démocratie³⁵. C'est l'époque où le Parti de la Révolution Mexicaine devient, petit à petit, le Parti Révolutionnaire Institutionnel, à savoir le parti d'une révolution institutionnalisée et, dans son ensemble, figée (cf. note 7).
- 34 En tout cas, le ton entreprenant et presque triomphaliste, avec lequel des Républiques aussi dissemblables que les États-Unis et le Mexique sont placées sur le même plan, n'a plus rien à voir avec celui du dernier discours de ce même président, en septembre 1946 :

« Plus je vis, et plus je me persuade qu'il y a des principes universels qu'on ne peut pas éluder ; mais pour lesquels il n'y a pas de solutions universelles qui soient

incontestables. Notre adhésion à certains de ces principes [la démocratie], ne doit pas nous induire à l'adoption systématique de tous les autres [principes] [...] Je ne sais pas si nous avons réussi à faire tout ce que nous avons tenté de faire ; mais tout ce que nous avons tenté, nous l'avons fait de bonne foi. À défaut, peut-être, d'un autre type de mérite, le Mexique doit revendiquer face au monde entier, un mérite irréfutable : la loyauté. Par loyauté et avec loyauté, nous avons accepté la guerre qu'ont provoquée les puissances nazi-fascistes [...] Après être entrés dans la lutte pour la paix et la justice, nous nous rendons compte qu'il est plus facile d'obtenir la première que la seconde. Cependant, celle-là sans celle-ci, n'est que chagrin, inquiétude, méfiance, fatigue, plutôt que joie du triomphe [ou] enthousiasme pour commencer une nouvelle vie. Nous avons lutté pour l'égalité des droits de l'homme et des races. Et nous constatons que des nuages sont en train d'obscurcir ces droits, devant l'angoissante disparité des moyens de domination. Nous avons rêvé d'un système qui ne s'appuie pas sur la vieille séparation des peuples faibles et forts. Et nous nous retrouvons dans un âge dans lequel les forts se considèrent encore plus forts et les faibles plus vulnérables que jamais [...]. Cependant, avec plus ou moins de réserves, les grandes puissances de notre temps admettent un dénominateur commun, elles parlent toutes au nom des principes humains et universels. Et si certaines d'entre elles tentaient, en usant des termes de ces principes mêmes, de les trahir, elles iraient à l'encontre de ce qui a fait leur victoire, elles lèveraient contre elles toutes les forces de la terre et quelles que soient leurs ressources, elles se rendraient compte que celles du reste du monde sont plus grandes et que même si l'union des autres pays est lente, ils sont néanmoins capables de résister [...] C'est cela notre rôle essentiel en tant que peuple qui est en train de se former [...] Ne pas attendre que les forts nous donnent ce que nous pouvons seulement nous donner nous-mêmes [...] Pour celui qui tente de remplir ses fonctions sans faux-fuyants, l'[exercice du] Gouvernement est une chaire prodigieuse qui, jour après jour, enseigne à être plus humble et à ne pas prendre les espoirs et les paroles comme des faits et des arguments... ».

- 35 Cet extrait témoigne d'une énorme désillusion et contraste fortement avec les paroles enthousiastes de ce président au début de son mandat et avec l'engagement politique du Mexique dans le deuxième conflit mondial. Manuel Avila Camacho, et le Mexique en général, militaient au sein des Nations-Unies pour le principe de non-intervention politique, surtout de la part des grandes puissances dans les pays économiquement faibles. Des principes abstraits sont timidement évoqués (droits de l'homme, des nations, démocratie), mais semblent s'effacer et perdre de leur valeur face à la réalité : les Républiques, quelles qu'elles soient, ont disparu et ce qui reste c'est la loi du plus fort. Camacho s'excuse presque d'avoir cru à un rêve et tire deux enseignements : ne rien attendre de la part des grandes puissances et ne plus prendre pour argent comptant les promesses et les paroles³⁶.
- 36 En tout cas, le mot « République » arrive en cinquième position au xx^e siècle et il reste spécifique des deux premières décennies de ce siècle, alors qu'il ne figure qu'en huitième position pour la période DIAZ, sans qu'il soit spécifique d'un discours quelconque. Néanmoins, c'est en 1893 et en 1910 qu'il présente les plus hautes fréquences : en 1893, dans le bilan qui fait suite, comme nous l'avons signalé, à l'intégration de jeunes technocrates qui souhaitaient des réformes politiques ; et en 1910, dans un discours qui inaugure les somptueuses fêtes destinées à commémorer le centenaire de l'indépendance du Mexique, et pour lesquelles Porfirio Díaz avait invité de nombreux et importants représentants étrangers. « République » est donc utilisé, en cette année 1910, avec une double connotation sémantique : d'apparat, car adressé aux divers représentants consulaires, mais sûrement aussi politique, afin de lutter contre la

contestation qui, depuis 1908, demandait la démocratisation du régime et s'opposaient à une nouvelle réélection de Díaz.

- 37 Quant aux mots *trabajos* et *servicios* qui arrivent en quatrième et cinquième place dans le corpus DIAZ, ils arrivent en seizième et quatorzième places dans la période PRI. Il sont en fait plutôt caractéristiques des deux premières décennies du ^{xx}e siècle. Ces mots sont à mettre en relation avec le mot *obras* qui, lui, se déplace de la dixième place dans DIAZ – spécifique de 1900 et 1910 – à la huitième dans PRI. Ce dernier terme est, en revanche, spécifique de la deuxième moitié du siècle (1941 à 1970) et déficitaire pendant les deux premières décennies, qui correspondent à l'arrêt de la mobilisation révolutionnaire, seule œuvre urgente à accomplir à ce moment-là. Cependant, ces changements de rang situent le terme *obras* comme un terme du ^{xx}e siècle dont l'utilisation commence à s'accroître à partir de 1900. *Obras* (des œuvres) fait référence tant à des travaux de construction qu'à des faits qui ont été accomplis.
- 38 En revanche, *Secretaría* (ministère), onzième dans DIAZ passe à la sixième place au ^{xx}e siècle, mais ce terme est plutôt caractéristique des trois premières décennies que de la fin de la période. Ceci est à mettre en rapport avec les changements de présentation du rapport lui-même, ainsi qu'avec les effets de la réorganisation de l'État qui devient plus large et plus spécialisée³⁷.
- 39 Le mot « Congrès » passe de la sixième place à la vingtième dans PRI. Cependant, à partir de 1890, ce terme commence à faire davantage référence à des réunions scientifiques ou artistiques nationales ou internationales qu'à une quelconque connotation politique. On en arrive en 1910, année des festivités de l'anniversaire de l'Indépendance, à avoir sept occurrences du mot « Congrès » comme synonyme de « Colloque », sur onze. Dans l'année 1900, où il est spécifique, trois occurrences sur six seulement font référence au « Congrès de l'Union » (les Chambres réunies). Pour le ^{xx}e siècle, la tendance se confirme : le président intérimaire de la Barra se référera huit fois sur onze à des colloques. Díaz n'a prononcé ce mot que deux fois dans son premier discours en 1877, suite à la révolution de Tuxtepec qui l'avait amené au pouvoir.
- 40 Par la suite, l'apparition d'une connotation politique de ce mot se confirme de plus en plus jusqu'au discours de 1931 – Pascual Ortiz Rubio – où existe une véritable spécificité du terme au sens politique : 35 fois sur 48 le mot Congrès fait référence au « Congrès de l'Union ». Rappelons qu'Ortiz Rubio essaie de lutter contre le pouvoir de Plutarco Elías Calles en s'appuyant sur un groupe parlementaire qu'il a réussi à constituer. Plus tard, cependant, Lázaro Cárdenas bénéficie du soutien de ce même groupe et de l'influence qu'il exerce sur un milieu militaire rajeuni³⁸, tant pour arriver à la présidence en 1934, que pour écarter Calles du pouvoir en 1936, et pour mettre ainsi un terme à ce qui est connu comme l'ère sonore et le Maximat³⁹.
- 41 Le terme « Congrès » présente une tendance à la baisse, sauf dans le discours d'Avila Camacho en 1941, qui l'utilise largement dans le sens de « Colloque » (8 fois sur 17), ce qui démontre l'activité diplomatique du Mexique dans le contexte de préparation à la guerre. Une reprise dans l'usage de « Congrès », au sens politique du mot, cette fois, s'observe dans les deux interventions de Luis Echeverría (1971-1976). Elle répond au désir du régime, après la crise de 1968, de passer d'une politique d'apaisement à tout prix par la censure et l'étouffement des mobilisations sociales, à une politique de mobilisation politique et culturelle. Ce discours devient alors engagé et mobilisateur. Ainsi, un haut fonctionnaire de l'époque s'exprimait dans les termes suivants au cours d'un symposium sur l'Amérique Latine, organisé à Austin (Texas) en 1971 :

« L'efficacité du système mexicain a reposé [...] sur la flexibilité qu'il a montrée pour maintenir la primauté de ce qui est spécifiquement politique [...] [C'est pour cette raison] que nous recherchons des réponses heureuses aux nouvelles demandes [de la société] par une tentative d'ouverture à la participation et au dialogue, en ayant recours à la terminologie en vogue ; de la même manière, on cherche à ce que le modèle politique se déplace de la réconciliation vers la mobilisation... »⁴⁰.

- 42 Cinq années plus tard, en 1976, le président Luis Echeverría s'exprimait dans les termes suivants :

« Quelques timorés prédisaient que [les Chiliens qui avaient trouvé asile au Mexique], allaient participer à des actes de violence et de terrorisme [...] [ce qui nous fait penser] que certains voudraient que ce gouvernement ou le prochain, déchaînent [...] une 'chasse aux sorcières', et que n'importe quel dissident, n'importe quel éditorialiste qui critique le Gouvernement ou la situation internationale, n'importe quel poète qui écrit librement, n'importe quel jeune aux cheveux longs, ou simplement celui qui nous regarde de travers, soit poursuivi par les autorités (...) Ceci ne va pas arriver au Mexique. Tout au contraire : nous avons demandé aux étudiants universitaires et polytechniciens, qu'ils soient critiques, qu'ils soient dissidents ; que leur anticonformisme face aux problèmes du pays ou aux problèmes internationaux, liées aux injustices en tout genre, ne s'épuise pas seulement dans les salles de cours. Nous les exhortons, au contraire, à bien se former et à sortir [de l'Université] quatre ou cinq années plus tard pour lutter, afin de transformer dans un sens positif la société... »⁴¹.

- 43 Il est symptomatique de relever que ces déclarations surviennent après le massacre des étudiants en mai 1968, sous la présidence de G. Díaz Ordaz, alors que Luis Echeverría occupait un poste important au Ministère de l'Intérieur.

- 44 Enfin, *Nacional* change de 23 places en passant du corpus DIAZ à celui du PRI, et sa variante avec minuscule *nacional* progresse de 50 places. L'utilisation plus fréquente de ce terme au xx^e siècle doit être mise en relation avec le désir de développer une politique davantage axée sur les intérêts économiques du pays. Dans le domaine pétrolier, la spectaculaire « expropriation » effectuée sur des compagnies pétrolières étrangères en 1938-1942 n'a concerné, il est vrai, que les réserves du sous-sol. L'exploitation n'a été « nationalisée » qu'à 51 %, les 49 % restants sont demeurés à la disposition des actionnaires privés, à la condition que les investissements étrangers ne dépassent pas en volume les investissements nationaux. En dépit de ces restrictions, l'industrie de transformation, par exemple, a toujours fonctionné majoritairement avec des investissements extérieurs⁴². Il est curieux de noter que cette politique de « mexicanisation » – car à l'époque on ne parlait pas encore beaucoup de « nationalisation » – est née vers la fin du régime de Porfirio Díaz, sous l'impulsion d'un « étranger », le Ministre des Finances d'origine française, José Yves Limantour. En 1900, le président Díaz affirme :

« Dans quelques jours, le Ministère des Finances soumettra au Congrès une initiative que je confie à votre illustre considération. Cette initiative concerne l'important sujet des biens nationalisés et a comme objectif la consolidation de la propriété de ce type ; il énonce toutes les actions que le Trésor pourra exercer, préservant ainsi indemnes les principes dont ces lois se sont inspirées... ».

- 45 Quelques années plus tard, en 1904, il déclare :

« Afin de renforcer la solidité des titres avec lesquels on peut posséder diverses fractions de terrains dans l'isthme de Tehuantepec, tout en favorisant le développement de l'industrie du pétrole dans le pays, on a noué avec une maison respectable de Londres, un contrat par lequel elle s'engage à remplir toutes les

formalités que les lois exigent des propriétaires, si elle veut obtenir les titres de propriété en échange de l'exploitation du sous-sol... ».

- 46 Il s'agissait d'un avertissement discret, mais dont le simple énoncé mettait en relief les nouvelles conditions d'exploitation. En effet, à partir de cette époque, le régime porfiriste tente de négocier des concessions soumises à l'impôt et, surtout, qui doivent porter sur l'exploitation elle-même et non plus sur le sol ou le sous-sol, dont la propriété revient dorénavant à la nation. Le problème pétrolier est alors en gestation et ne sera résolu qu'à la veille du deuxième conflit mondial.
- 47 Les mots *nuestra* et *nuestro* changent respectivement de douze et sept places, suivant un déplacement de rang similaire aux termes *país* (+ 7), *México*, surtout utilisés à la fin de chacune des deux périodes et *Nacional* (+ 23). Ces glissements expriment la revendication de ce qui est « à nous », par rapport à ce qui, par le passé, ne l'était pas. À cet égard, il est intéressant de constater que le mot *Nacional* présente les plus hautes fréquences et devient spécifique dans les deux derniers discours de Porfirio Díaz (ceux de 1910 et 1911), alors que pendant la période PRI, c'est le cas pendant les années de la grande crise économique (1929 à 1933), et lors du dernier discours de Luis Echeverría, au moment où ce président tente de surmonter la crise politique que le Mexique vient de traverser. Cependant, les spécificités sont diffuses et mieux réparties que dans la période DIAZ.
- 48 Tout ce vocabulaire qui se rapporte à la mexicanisation de l'économie est quelque peu artificiel lorsqu'on connaît la portée réelle des nationalisations et des diverses réformes. Ainsi, la « loi » perd sept places, bien qu'on lui concède un « statut » plus important en lui accordant une majuscule – « loi » chez DIAZ, « Loi » dans PRI.
- 49 Les « États » (provinces), reculent d'une seule place alors que le terme « politique » (7 occurrences dans DIAZ, 580 dans PRI), mais aussi celui de « production », gagnent plus de 50 places. Tout en étant un régime de gestion, comme celui de Porfirio Díaz, le PRI introduit de plain-pied, et à l'exception de quelques périodes – surtout Miguel Alemán en 1947 et 1952 –, une dimension largement politique dans ses discours, les premières revendications du mouvement révolutionnaire ayant été précisément de type politique. Les présidents issus de ce parti ne pouvaient pas l'oublier. C'est précisément cette évacuation de la dimension politique par le gouvernement qui a provoqué – avec d'autres facteurs – la crise de 1968 et, plus tard, la chute du régime « révolutionnaire », à partir du moment où les mandats qui se succèdent dès 1988 sont avant tout économiques, gestionnaires et administratifs.
- 50 Un autre mot, pas forcément lié au politique, mais lié au champ du politique, c'est le mot *pueblo*. Il se déplace de plus de 40 places. Curieusement ce terme devient spécifique à partir des discours de 1959, c'est-à-dire au moment où la mobilisation révolutionnaire n'est plus qu'un souvenir extrêmement lointain. De là le besoin, en 1971, de réactiver un discours « mobilisateur » par une nouvelle politique de dialogue et d'engagement pendant la période de Luis Echeverría.
- 51 Le terme « développement » (avec minuscule) passe de la 49e place à la 23e place pendant la période PRI. Il est quasiment spécifique des mêmes discours que *pueblo*, tout comme le mot « social ». Toute cette terminologie correspond aux politiques « de développement » (*de desarrollo*), engagées par le Mexique et la plupart des pays latino-américains depuis les années 1950 et jusqu'à la fin des années 1970⁴³. Paradoxalement, ces termes s'inscrivent dans un mouvement qui va d'un désengagement politique de la part du gouvernement (ou d'un engagement purement formel) à un nouveau type

d'engagement et de mobilisation, par le biais de la culture et de l'éducation pendant les années 1970 (Echeverría) :

« La réalité et les connaissances humaines évoluent de manière accélérée. Il est nécessaire de former les enfants et les jeunes, afin qu'ils vivent leurs expériences concrètes et leur moment historique [références marxistes en vogue à l'époque], et qu'ils soient capables de forger le siècle prochain [...]. Les nouvelles générations doivent comprendre le contenu moral et patriotique de l'efficacité. Nous avons confiance dans le progrès scientifique et technologique afin de modifier notre position dans le monde. Le Mexique poursuit inlassablement un mouvement de libération mentale⁴⁴, afin de rendre plus autonome et plus rapide sa croissance... »

- 52 C'était la période où le rêve d'une industrie proprement mexicaine commençait à appartenir au passé, la politique de substitution des importations était remplacée par l'établissement massif de *maquiladoras* au Mexique... Il fallait préparer la jeunesse mexicaine⁴⁵ à travailler dans ces usines d'assemblage ce qui, plus tard, provoquera tant de délocalisations dans les pays développés et qui ne résoudra pas de manière permanente le problème du chômage dans les pays dits « en développement ». La Révolution est désormais mentale et technique et se situe sur le terrain de l'international.
- 53 Les « États-Unis » – terme à mettre en parallèle avec le mot « pays » lorsqu'il fait référence à cet État –, passent de la douzième place pendant le XIX^e siècle, à la trente-quatrième au XX^e siècle. C'est le seul pays qui se trouve sur les deux listes ; cependant il est spécifique d'un seul discours, celui de Venustiano Carranza en 1919, le second, lorsque les rapports avec les États-Unis se sont trouvés dans l'une des phases les plus critiques du XX^e siècle et toujours à cause du bras de fer à propos de la « mexicanisation » du pétrole.
- 54 Les « pays », d'une manière générale, gagnent plus de trente places pendant le XX^e siècle. En revanche, l'État de Veracruz n'apparaît que sur la liste DIAZ à la vingt-quatrième place. À l'époque, Veracruz, bien plus que la frontière nord du Mexique, figure comme le lieu privilégié pour les relations extérieures, particulièrement avec l'Europe et la France. Pour sa part, le « District Fédéral », la capitale du Mexique, gagne dix places dans le corpus PRI, étant donné qu'il était plutôt appelé « la » ou « cette capitale » dans les discours de Díaz. Ce terme apparaît à la seizième place dans le corpus, alors que « District-Fédéral » y occupe seulement la cinquante-quatrième place.
- 55 L'« État », qui est plutôt « l'État de... (Veracruz, du Sonora, etc.) », gagne quarante places, en même temps que le mot « fiscal » en perd plus de quarante du XIX^e au XX^e siècle. L'« accord » ou « en accord avec » gagne, quant à lui, trente places dans PRI.
- 56 Le possessif *mi* (ma, mon), se déplace de plus de vingt-cinq rangs, et il est spécifique de plusieurs discours : le premier de Calles, après la mort du charismatique Obregón ; celui de Pascual Ortiz Rubio en 1933 ; le premier d'Ávila Camacho, président qui succède au populaire Lázaro Cárdenas et qui prépare le Mexique à l'entrée en guerre des États-Unis ; et le deuxième de López Mateos, président qui, de 1958 à 1964, a entrepris toute une série de travaux d'embellissement et de modernisation de la ville de Mexico.
- 57 L'« industrie » bouge de plus de vingt-cinq places, ainsi que « public ». Le mot « territoire » en perd plus de quarante dans PRI... ce qui est logique puisque ces territoires ont été définitivement rattachés à l'État peu à peu après le mouvement révolutionnaire⁴⁶.

- 58 Finalement, si nous mettons en parallèle les différents mots, termes et concepts que nous venons de répertorier, nous nous rendons compte que :
- il existe un réel passage d'un pouvoir de type personnel à une équipe gouvernementale où les responsabilités sont partagées, mais, en même temps, le pouvoir reste essentiellement attaché à un individu, tandis que le collectif semble faire irruption surtout aux moments de crise, lorsque l'adhésion des Mexicains (Congrès, peuple, etc.) est requise.
 - une tendance de plus en plus « nationalisante » (México, notre pays) transparait dans les discours dont les prémisses commencent à être jetées avant même la révolution. Elles le sont, de surcroît, par un ministre des Finances d'origine étrangère qui entretenait des liens personnels et économiques au niveau gouvernemental avec le pays d'où son père était issu (J.-Y. Limantour).
 - un double langage permanent s'instaure progressivement : pouvoir individuel mais collectif, centralisme mais régionalisme, nationalisme mais rapports extérieurs accrus et une économie de plus en plus ouverte sur l'étranger.
- 59 Bien que l'analyse de ces listes ne puisse pas être ici exhaustive⁴⁷, elle donne une idée du parcours politique des dirigeants mexicains au long d'une centaine d'années. Elles révèlent la manière, plus ou moins politique, plus ou moins gestionnaire, dont les affaires du pays et les affaires internationales ont été traitées. Il reste que seule l'analyse du contexte, non seulement lexical, mais surtout historique et politique de chaque période, peut nous fournir les outils nécessaires à une interprétation.
- 60 D'un point de vue méthodologique, il faudrait rappeler qu'une étude si diachronique des termes, sur une si longue période et où interviennent autant d'interlocuteurs, n'est pas aisée à développer sans un support qui serve de guide et d'homogénéisation.
- 61 Les chiffres n'ont « pas de cœur » ni de préférences. C'est ainsi qu'ils poussent à regarder là où, autrement, par simple distraction ou à cause d'idées toutes faites, on n'avait pas songé à s'aventurer. Les listes permettent de mettre en rapport des faits ou des périodes que l'historiographie situait habituellement aux antipodes les uns des autres. On a pu ainsi, à titre d'exemple, mieux saisir la portée et les limites du légendaire « nationalisme mexicain ». On a été contraint à relativiser la portée des thématiques qui risquent, à tort, de paraître nouvelles et centrales dans une période donnée, et à étudier de manière plus fine les changements, au-delà des semblants de permanences.

BIBLIOGRAPHIE

CARRILLO, Elsa, *Les Rapports Présidentiels au Mexique, 1877-1976 : rupture ou continuité ?* Thèse de Doctorat, présentée à Paris I-Sorbonne, 1992, dir. F.-X. Guerra, 2 tomes, 749 p. dactyl., annexes. Publiée en espagnol par l'Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM, México, octobre 1996, 906 p. (Servicio de Publicaciones : raul@servidor.dgsc.unam.mx). Les citations effectuées dans cet article renvoient à la thèse en français.

– « Les discours présidentiels mexicains, 1877-1976. Une application de l'Analyse Factorielle »,

Histoire & Mesure, 1998, XIII-3/4, pp. 377-410.

– *Analyse Sémiologique des Discours Politiques de la Convention d'Aguascalientes*, octobre 1914. Thèse de maîtrise, dir. F. Chevalier et F.-X. Guerra, Paris-I-Sorbonne, 1984, 198 p. dactyl.

COSÍO-VILLEGAS, Daniel, *Historia Moderna de México*, México/Buenos-Aires, Ed. Hermes, 10 tomes publiés entre 1955 et 1972.

– *El Porfiriato. Vida política interior. Primera parte, Historia Moderna de México*, México/Buenos-Aires, 1^e éd., 1970, 859 p.

– *La República Restaurada. Vida política, Historia Moderna de México*, México/Buenos-Aires, 2^e éd. 1959, 979 p.

GONZALES, Luis, « Ascensión del Porfirismo. El regreso de Díaz y el militarismo. El Liberalismo Triunfante », *Historia General de México*, tome 2, México, El Colegio de México, 3^e éd., 1981, pp. 897-1015.

– « Los balances periodicos de la Revolución Mexicana », in B. GARCÍA MARTÍNEZ et al., *Historia y Sociedad en el Mundo de Habla Española*, México, El Colegio de México, 1970, pp. 329-354.

HEFFER, Jean, ROBERT, Jean-Louis & SALY, Pierre, *Outils statistiques pour les Historiens*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981, 279 p.

KNIGHT, Alain, « La Revolución Mexicana : burguesa, nacionalista o simplemente una 'gran rebelión'? », *Cuadernos Políticos*, Num. 48, oct-dic. 1986, Ed. Era., pp. 5-32.

– *The Mexican Revolution*, Cambridge University Press, 1986, 1^{re} édition, 2 vol., 619 et 657 p.

LAFON, Pierre, « Sur la variabilité de la fréquence des formes dans un corpus », *Mots*, Num. 1, octobre 1980, pp. 127-165.

LOAEZA, Soledad, « El Partido de Acción Nacional : la oposición leal en México », *Lecturas Políticas Mexicanas*, México, Colegio de México, 2^e éd., 1981, pp. 161-193.

Los Presidentes de México ante la Nación. Informes, Manifiestos y Documentos (1821-1966), édité par la Chambre des Députés, Mexique, 1^{re} éd., 1966, 4 tomes.

MEDINA, Luis, *Del Cardenismo al Avilacamachismo. 1940-1952*, Col. Historia de la Revolución Mexicana, num. 18, México, Colegio de México, 1978, 410 p.

MEYER, Lorenzo, *El conflicto petrolero : 1917-1942*, México, El Colegio de México, 1968.

– « La encrucijada », *Historia General de México*, tome 2, México, El Colegio de México, 3^e éd., 1981, pp. 1273-1355.

– « Continuidades e innovaciones en la vida política mexicana del siglo xx. El antiguo y el nuevo régimen », *Foro Internacional*, Colegio de México, vol. XVI-1, jul-sept., 1975, pp. 37-63.

– « Permanencia y cambio social en el México contemporáneo », *Foro Internacional*, Colegio de México, vol. XXI-2, oct-déc., 1980, pp. 119-148.

ORANTES-GALVEZ, Lilia, « Empleo y flexibilidad del trabajo en Sonora, 1980-1990 », in Miguel Angel VAZQUEZ RUIZ (coord), *Sonora hacia el 2000 : Tendencias y desafíos*, Hermosillo, Sonora (Mexique), 1993, pp. 101-112.

QUIRK, Robert, *The Mexican Revolution, 1914-1916*, Greenwood-Press, Connecticut, 2^e éd., 1981, 325 p.

SALEM, André, *Pratique des Segments Répétés*, Paris, INALF, col. Saint-Cloud, Klincksieck, 1987, 333 p.

SALY, Pierre, *Méthodes Statistiques Descriptives pour les historiens*, Paris, Armand Colin, col. Cursus, 1991, 191 p.

SMITH, Peter H., *Los laberintos del poder. El reclutamiento de las élites políticas en México, 1900-1971*, México, El Colegio de México, 1981, 414 p.

WASSERMAN, Mark, « Strategies of survival of the Porfirian Elite in Revolutionary Mexico : Chihuahua during the 1920's. », *Hispanic American Historical Review*, 67- 1, février 1987, pp. 87-107.

WILKIE, James, *The mexican revolution, federal expenditure and social change since 1910*, Univ. of California Press, Berkeley, 1970.

NOTES

1.Voir les divers études et articles journalistiques consacrés aux problèmes que pose la récurrence des images ou des informations : dans le discours oral, mais aussi écrit et visuel concernant la violence et l'insécurité en France autour des élections d'avril-mai 2001.

2.Particulièrement celles développées par l'Équipe de Lexicologie et Textes Politiques qui à l'époque se trouvait à l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud à Paris.

3.CARRILLO, E., 1984, 1992, 1996, 1998.

4.CARRILLO, E., 1992, 1996.

5.Ou « attendue », comme c'est souvent le cas avec les discours des présidents nord-américains, dont les décisions économiques ou de politique extérieure ont des répercussions dans le monde entier. Dans ce cas, chaque discours peut être considéré comme important.

6.Pour plus de détails concernant le choix de ce corpus, cf. E. Carrillo, 1992 (chap. 1) ; 1996 ; 1998, pp. 378-383.

7.En fait le PRI ne devient « le PRI » qu'à partir de 1946, lorsque l'on considère comme achevées les principales réformes demandées pendant le tourbillon révolutionnaire : réforme agraire, nationalisation du pétrole et des moyens de transports – ports, chemins de fer –, éducation, principalement. L'existence de l'actuel Parti Révolutionnaire Institutionnel connaît trois formes d'organisation et de fonctionnement distinctes. De 1929 à 1938, le Parti National Révolutionnaire réunit de manière fédérative la plupart des leaders révolutionnaires de chaque région afin de calmer la guerre des factions, voire des régions ; de 1938 à 1946, avec le Parti de la Révolution Mexicaine, l'organisation du Parti devient sectorielle et nationale et les principales réformes sont menées à terme ; et, de 1946 à nos jours, le PRI adopte une organisation centralisatrice dans ses statuts. Cf. L. MEDINA, 1978, pp. 185-212. Pour sa part, le PAN a été fondé en 1929, par des technocrates issus du régime renversé de Porfirio Díaz ; avec son retour au pouvoir en juillet 2000, reviennent aussi des membres des familles des grands propriétaires terriens, décriés – et pour beaucoup d'entre eux expropriés – pendant la mobilisation révolutionnaire de 1910. Pour l'histoire du PAN, cf. S. LOAEZA, 1981.

8.Une étude jusqu'aux années actuelles s'imposerait comme complément de ce travail.

9.CARRILLO, E., 1998.

10.Nous ne présentons pas ici les résultats proprement sémantiques de cette recherche obtenus par le programme CONCOR. C'est à partir de ces résultats que nous avons ôté leur ambiguïté à certains termes puis entrepris l'étude proprement sémiologique. Cependant, nous essaierons de rapporter au cours de ce travail quelques-unes des nos principales interprétations, exposées en détail dans les travaux précédemment cités.

11. Ces résultats ont été donnés par le programme INDEX3, qui fournissait tant les fréquences totales par ordre décroissant de chaque terme, que la fréquence de chacun de ces termes dans chacun des discours.

12. En général, nous n'avons pris en compte que ce type de termes, laissant de côté les mots-outils (articles, particules de liaison, etc.).

13. Pour l'étude contextuelle, nous avons aussi levé l'ambiguïté du mot « état » avec minuscule : *estado*, structure étatique, en général écrite avec une majuscule ; ou *estado de Sonora*, région, province du Sonora, écrite avec ou sans majuscule.

14. En revanche, dans E. CARRILLO, 1992, 1996 (Annexe IV), nous avons procédé à 51 lemmatisations poussées, dont nous ne présentons ici qu'un seul échantillon. Cette lemmatisation a été réalisée par l'addition des fréquences brutes de chaque mot [dans l'exemple présenté ici dans les Graphiques 1 et 2 : México, Mexicana (s, o/s), mexicana (s, o/s)], à partir de laquelle ont été construits des tableaux récapitulatifs pour chaque discours, et les 2 graphiques : un pour DIAZ et un pour PRI, afin d'apprécier visuellement les différences d'utilisation d'une période par rapport à l'autre, et dans une même période, d'un discours par rapport aux autres.

15. Pour certains mots, comme par exemple « social » chez PRI – 24^e rang –, le signe (< 60) apparaît. Ceci indique un calcul approximatif du déplacement en nombre de rangs. Dans ce cas précis, le mot « social » gagne une soixantaine de places chez PRI ; il était si faiblement utilisé dans l'ensemble DIAZ qu'il n'apparaît pas parmi les 60 premières fréquences, le seuil retenu pour l'élaboration de ce tableau.

16. CARRILLO, E., 1998.

17. Le gros de notre travail de recherche – CARRILLO, E., 1992 et 1996 – a été construit à partir des listes de spécificités individuelles de chaque discours. Nous présentons, dans le Tableau 3 (en Annexe), cinq exemples de ces listes.

18. Pour plus de détails sur le calcul de spécificités, cf. P. LAFON, 1980, pp. 127-165. Voir aussi dans le Tableau 2 (en Annexe), où apparaissent les termes sous-représentés (ou à spécificité négative).

19. En fait, sur ces listes il y a 62 occurrences pour le corpus DIAZ, et 61 pour celui de PRI. Ceci résulte du fait que les mots *contratos* et *territorio* dans le premier corpus, se trouvent à la suite du 60^e terme, qui est *sistema* ; dans PRI, le mot *nacionales* vient après le mot-fort *aumento*, mais le mot-fort suivant se trouve beaucoup trop éloigné pour être intégré.

20. Il ne faut pas oublier que ces listes ont été élaborées à partir des résultats donnés par les programmes du Lexicloud, en sélectionnant uniquement les mots proprement « politiques ». Cependant, en revenant sur les résultats originaux, nous pouvons à tout moment retrouver les mots qui n'ont pas été pris en compte ici.

21. Ce passage a été largement analysé à partir des faits – et non des mots – dans E. CARRILLO, 1992, t. I, pp. 373-378.

22. Dans les listes, les années apparaissent par ordre décroissant de leur fréquence ou de leur spécificité.

23. Carranza meurt le 21 mai 1920. C'est lui qui réunit le Congrès Constitutionnel en 1916-1917, au cours duquel sera élaborée la Constitution qui régira le Mexique pendant tout le xxe siècle. Cette Constitution, jusqu'aux récentes modifications de type libéral en 1992, avait un fort contenu social qui, d'une certaine manière et jusqu'à un certain point, répondait aux diverses demandes exprimées pendant la révolution (CARRILLO, E., 1984 ; 1992, pp. 364-374).

24. Il faut rappeler que l'une des premières revendications de la révolution a été la non-réélection présidentielle, afin d'empêcher un régime aussi long que celui de Díaz. Cependant, au départ, on ne savait pas de façon claire s'il s'agissait d'une non-réélection immédiate, ou – comme cela est devenu le cas après l'ère sonorensis – d'une non-réélection à vie. C'est dans ce contexte que se place la deuxième candidature d'Obregón et, en partie, ce qu'on appellera le Maximat, c'est-à-dire, le pouvoir de Calles par des présidents interposés, jusqu'à son éviction et son exil temporaire, édicté par Lázaro Cárdenas en 1936. CARRILLO, E., 1992, pp. 469-474.
25. Nous pensons que c'est à partir de cet échec que la Chambre des Députés sera, à nouveau, fortement soumise au pouvoir exécutif, par une sorte d'autocensure de la part des députés eux-mêmes, ainsi que du personnel politique en général. Cf. aussi, P. H. SMITH, 1981, chap. 8 et 9.
26. À partir d'ici, nous noterons le nom du président 1, lorsqu'il s'agit de son premier rapport, et 2 quand il s'agit du dernier rapport du mandat.
27. CARRILLO, E., 1992, pp. 586-592.
28. CARRILLO, E., 1992, chap. II, 2.C, pp. 253-258.
29. Cf. le premier discours, en décembre 1916, de Venustiano Carranza, dans lequel il expose tous les événements historiques qui, au Mexique, justifient la remise en place d'un régime présidentiel fort, en soulignant les problèmes qu'un vrai régime parlementaire amènerait. Cf. *Los presidentes de México...*, pp. 118 à 121 ; cf. aussi E. CARRILLO, 1992, pp. 440-441.
30. En fait, ces accords trouvaient leur origine dans des accords secrets passés avec A. Obregón depuis 1923 ; cf. E. CARRILLO, 1992, pp. 394-396.
31. Il s'agit, en effet, d'un discours en principe « anti-impérialiste », visant les États-Unis ; paradoxalement, c'est pendant cette période que commencent à s'établir au nord du Mexique, les usines d'assemblage connues sous le nom de *maquilas*, et dont la plupart provenaient à cette époque des États-Unis. Cf. L. ORANTES-GALVEZ, 1993, pp. 107-108.
32. CARRILLO, E., 1992, p. 229.
33. CARRILLO, E., 1992, p. 527 (entre autres).
34. Les États-Unis reconnaîtront la nationalisation pétrolière – effectuée en 1938 –, et accepteront les conditions d'indemnisation établies par le Mexique, en avril 1942 ; CARRILLO, E., 1992, p. 535 ; cf. aussi à propos de ce problème pp. 299-300, 381-383, 368-371, 495-498.
35. Curieusement, cet « avant-gardisme » semble à l'époque être disputé par l'Argentine.
36. CARRILLO, E., 1996, pp. 231-232. Expérience qui peut peut-être nous éclairer sur le fait que le Mexique a tenu bon, à côté de la France, dans son opposition à l'intervention nord-américaine en Irak, en dépit des pressions nord-américaines.
37. CARRILLO, E., 1992, chap. III, 1.
38. Cárdenas avait 18 ans lorsqu'il adhère au mouvement révolutionnaire, alors que Calles en avait 35, Obregón 32 et Carranza 53 ans, ce qui représente une importante différence d'âge. En 1935, lorsque Cárdenas arrive au pouvoir, il a 39 ans, alors que Calles en a 57.
39. Du Sonora, État du Nord-Ouest du Mexique, « opposé » dans ses revendications révolutionnaires à l'État du centre du Mexique, le Michoacán, d'où Ortiz Rubio et Lázaro Cárdenas étaient originaires. Cf. E. CARRILLO, 1992, pp. 477-499.
40. Cité dans E. CARRILLO, 1996, p. 533 ; voir aussi 1998, pp. 394-395 et 1992, pp. 591-607.
41. CARRILLO, E., 1998, p. 538.

42. Cette donne a un peu changé depuis le début des années 1980 et elle s'est à nouveau modifiée à partir de la grande crise de 1994. Pour toute la question pétrolière, voir L. Meyer, 1968 et *supra*, note 34.

43. Les politiques *desarrollistas* se caractérisaient par une forte volonté de développer, par le biais d'importants investissements, le secteur industriel, le marché interne et de mener une politique de substitution des importations. Cela présupposait l'encouragement de la consommation, en faisant, cependant, attention à ce que les demandes salariales n'entament pas les profits des investisseurs, ce qui produisit, parfois, des heurts importants entre les syndicats et les forces de l'ordre. Cf. E. CARRILLO, 1992, pp. 598-613 et *supra*.

44. Ce qui rappelait la consigne du Che Guevara : « Hay que cambiar la mentalidad de las masas para lograr un hombre nuevo ».

45. ORANTES-GALVEZ, L., 1993, pp. 107 et *sq.*

46. Au moment de la révolution existaient encore trois territoires : Quintana-Roo, Basse Californie et Tepic.

47. Pour cette étude nous renvoyons à E. CARRILLO, 1992, 1996.

RÉSUMÉS

La période qui s'étend de 1877 à 1976 recouvre au Mexique deux périodes distinctes : d'une part, de 1877 à 1911, huit mandats consécutifs du régime dictatorial de Porfirio Díaz ; et, d'autre part, le régime issu de la révolution mexicaine, qui a renversé le régime de Díaz et qui, par la suite, a été connu comme le régime du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI). Cette étude s'arrête en 1976, moment où un tournant politique semble s'amorcer au Mexique, après la crise politique de 1968.

L'analyse factorielle effectuée sur les discours présidentiels a permis de saisir les divergences dans leurs positions politiques, en dépit de leur appartenance à un seul parti, voire, les rapprochements entre certaines positions de Díaz et celles des présidents post-révolutionnaires, et de faire surgir les glissements de sens qui se sont produits au cours de la période post-révolutionnaire. Les méthodes informatiques donnent à voir les méandres du discours politique mexicain, dont la langue de bois a fait prendre pour argent comptant un langage dit « populiste », par moments « socialiste », voire, nettement « anti-impérialiste ».

Before and After the Mexican Revolution: the Politics of Presidents revealed by their discourses. The period reaching from 1877 to 1976 covers two distinct periods : on the one hand, in the years 1877-1911, eight consecutive mandates of Porfirio Díaz's dictatorial regime unfolded; and, on the other hand, the regime which emerged from the Mexican revolution (which overthrew the Díaz regime) and subsequently became known as the Institutional Revolutionary Party. This study ends at 1976, the moment when a political turning-point seems to have been reached in Mexico, after the crisis of 1968.

The factorial analysis carried out upon the presidential speeches allowed us to understand the divergences between the political positions of the Mexican presidents, despite their belonging to the same party, and even to discern the convergences between certain of Díaz's positions and those of the post-revolutionary presidents. It allowed us to track the meanders of Mexican

political discourse, whose stereotyped language led people to take at face value a discourse that was said to be « populist », at times « socialist », and even clearly « anti-imperialist ».

INDEX

Mots-clés : analyse factorielle, analyse textuelle

Index chronologique : Période contemporaine

Index géographique : Amérique latine

AUTEUR

ELSA CARRILLO-BLOUIN

Université de Bretagne Occidentale, UFR Lettres et Sciences Sociales, 20 rue Duquesne,
CS 93837, 29238 Brest Cedex 3.

Elsa.Carrillo-Blouin@univ-brest.fr